

Brèves de l'ASEAN

Service Économique Régional de Singapour



Semaine 7 (année 2019)

A Singapour, le 14 février 2019

Rédigé par : Service économique régional de Singapour

Contributions : Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

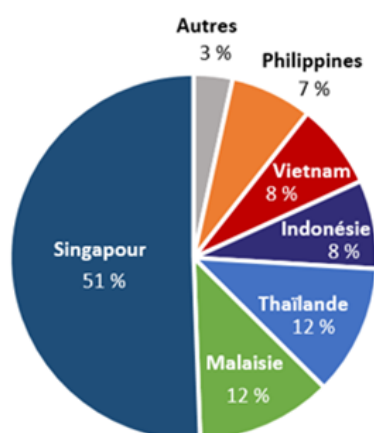
- ❖ Le Parlement européen a approuvé l'accord de libre-échange entre l'UE et Singapour
- ❖ L'UE a enclenché le processus qui pourrait conduire à la suspension temporaire de l'accès préférentiel du Cambodge à son marché
- ❖ La croissance malaisienne a diminué à 4,7% en 2018

REGION

- **Le déficit commercial de la France vis-à-vis de l'ASEAN a légèrement augmenté à 1 Md EUR en 2018 (après -889 M EUR en 2017).** Les exportations françaises vers l'ASEAN sont en hausse à 16,3 Mds EUR (+6 %), portées par les secteurs de l'aéronautique, du luxe, de l'agroalimentaire et de l'informatique. Les importations françaises depuis l'ASEAN progressent également à 17,3 Mds EUR (+7 %), et sont composées majoritairement de produits informatiques et textiles. Parmi les pays de l'ASEAN, la France dégagne un excédent commercial avec Singapour (son deuxième après le Royaume-Uni à 5,9 Mds EUR, après 4,6 Mds EUR en 2017), le Brunei (362 M EUR, après 3 M EUR), et les Philippines (37 M EUR, après -282 M EUR). En revanche, elle affiche un déficit commercial vis-à-vis des autres pays de la région et en particulier du Vietnam (-4,2 Mds EUR, après -3,6 Mds EUR), de la Thaïlande (-941 M EUR, après -401 M EUR) et du Cambodge (-883 M EUR, après -821 M EUR).

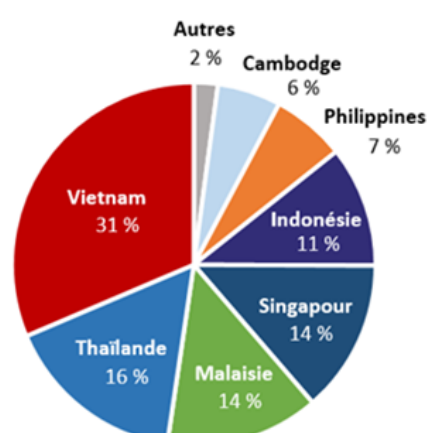
Exportations françaises vers l'ASEAN

Décomposition par pays



Importations françaises depuis l'ASEAN

Décomposition par pays



Source : Douanes françaises

Ambassade de France
101-103 Cluny Park Road
259595 Singapour
Singapour

Tél. : +65 6880 7878 - <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/Singapour>

INDONESIE

- **L'obligation de certification *halal* qui entrera en vigueur cette année devrait générer 1,6 Md USD de recettes par an pour l'Etat indonésien**, selon le Ministère des Affaires religieuses. La nouvelle agence en charge du *halal*, BPJPH, qui a réalisé cette estimation, souhaite recruter 5 000 auditeurs *halal* et émettre 100 000 certificats d'ici 2020. L'agence a par ailleurs indiqué qu'une période de grâce de 5 ans pour les produits agroalimentaires, et de 7 ans pour les autres produits, était prévue dans le décret d'application en cours de préparation.
- **L'Indonésie inaugure un centre de formation dédié à l'industrie du cacao sur l'île de Java**. Le ministère de l'Industrie, le gouvernement régional de Batang, l'entreprise *PT Pajilaran* et l'Université Gajah Mada ont développé ce centre de formation, intégré à un complexe de transformation et de plantation du cacao, afin d'améliorer la productivité du secteur. Selon l'association indonésienne de l'industrie du cacao (AIKI), bien que l'Indonésie soit le troisième producteur de cacao au monde, la production locale ne répond pas à la demande croissante.

MALAISIE

- **La croissance malaisienne a diminué à 4,7 % sur l'ensemble de l'année 2018**, après 5,9 % en 2017. Ce chiffre apparaît légèrement inférieur à la prévision du gouvernement (4,8 %) mais conforme à celle du FMI. La croissance 2018 a été principalement tirée par la consommation des ménages (+8,1 % après +7,0 % en 2017) et le commerce (+13,4 % pour les exportations nettes, après -1,9 % en 2017). Au 4^{ème} trimestre 2018, la croissance malaisienne a progressé en glissement annuel à 4,7 %, après 4,4 % au T3 2018. Pour 2019, le gouvernement anticipe une légère hausse de la croissance à 4,9 %.
- **L'indice de la production industrielle (IPI, qui rend compte du niveau d'activité des secteurs manufacturier, minier et de l'électricité) a progressé de 3,4 % en décembre 2018** en glissement annuel. Cette progression, supérieure aux prévisions, s'explique par la bonne tenue des indices des secteurs manufacturier (+4,4 %, sous l'influence des secteurs de l'électronique et des transports principalement), électrique (+2,7 %) et des industries extractives (+1 %, principalement sous l'influence du pétrole brut). Sur l'ensemble de l'année 2018, la progression de l'IPI est de 3,1 %.

SINGAPOUR

- **Le Parlement européen a approuvé l'accord de libre-échange et l'accord de protection des investissements entre l'Union Européenne et Singapour**. L'accord de libre-échange représente le premier conclu par l'Union européenne avec un pays de l'ASEAN. Si l'accord commercial pourra entrer en vigueur dès la conclusion de formalités finales, l'accord de protection des investissements devra d'abord être ratifié par les Parlements des Etats membres.
- **La police singapourienne a perquisitionné les bureaux de la fintech allemande *Wirecard*, après les accusations de fraude du *Financial Times***. Entreprise spécialisée dans le paiement sur Internet et sur mobile, *Wirecard* est soupçonnée de fausses écritures comptables, après trois articles publiés par le quotidien britannique s'appuyant sur des documents internes à l'entreprise. Le responsable Asie-Pacifique est notamment soupçonné d'avoir dissimulé des transferts de fonds entre les filiales du groupe, en falsifiant ou antidatant des contrats, afin d'améliorer le bilan comptable de sa branche hongkongaise. Selon le *Financial Times*, plusieurs dirigeants de l'entreprise à Munich avaient connaissance de ces malversations mais aucune enquête n'a encore été ouverte en Allemagne.
- **L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a annoncé la création d'un Comité consultatif de gouvernance des entreprises, chargé de promouvoir les bonnes pratiques de gouvernance**. Composé de 18 membres issus du milieu des affaires et présidé par Bobby Chin, directeur de l'opérateur téléphonique *Singtel*, le Comité devra évaluer la qualité et les risques liés à la

gouvernance des entreprises à Singapour et fournir des pistes d'amélioration pour renforcer la confiance des investisseurs. Il travaillera avec les régulateurs (*Singapore Exchange Regulation, MAS, Accounting and Corporate Regulatory Authority*) pour rehausser les standards de gouvernance.

VIETNAM

- **Moody's attribue pour la première fois une note (Ba3, assortie de perspectives stables) à la banque d'Etat Agribank pour ses dépôts et émissions à long terme, en monnaie locale et en devise.** Moody's souligne les efforts entrepris depuis 5 ans par Agribank pour améliorer la qualité de ses actifs.
- **Le conglomérat singapourien Jardine Cycle & Carriage (JC&C) va injecter 168 M USD dans le constructeur automobile vietnamien Thaco, et verra sa part dans l'entreprise passer de 25,2 % à 26,6 %.** Outre son actionnariat dans Thaco, JC&C détient au Vietnam 11,6 % de Vinamilk et 23 % de Refrigeration Electrical Engineering Corporation (REE Corp). JC&C est elle-même une filiale du Jardine Matheson Group, basé à Hong Kong.

THAÏLANDE

- **L'entreprise ferroviaire publique thaïlandaise, State Railways of Thailand, s'est engagée dans l'électrification de 500 km de voies ferrées dans la région de Bangkok.** Elle procédera en deux phases, de 250 km chacune, et respectera les normes européennes ETCS niveau 1 pour son système de signalisation. Le coût total de cette opération est estimé à 480 M USD.
- **La nouvelle loi encadrant les partenariats public-privé (PPP Promotion Act) restreindra ces derniers aux infrastructures et services de base** (routes et autoroutes, rail, aéroports, ports, gestion de l'eau, télécommunications, énergie, irrigation, hôpitaux, écoles, habitat social, programmes scientifiques). Cette loi prévoit une plus grande implication des agences publiques dans les projets, et précise les procédures d'investissement en PPP, notamment afin d'en faciliter les démarches et d'en améliorer la transparence.

PHILIPPINES

- **Le déficit commercial des Philippines s'est creusé à 41,4 Mds USD en 2018, soit son plus haut niveau jamais enregistré (après 27,4 Mds USD en 2017).** Les exportations ont diminué à 67,5 Mds USD (après 68,7 Mds USD en 2017), tandis que les importations ont progressé à 108,9 Mds USD (après 96,1 Mds USD en 2017). Par ailleurs, la Chine a renforcé sa position de principal partenaire commercial des Philippines en 2018, à la fois pour les exportations (27,1% des exportations philippines en 2018, après 24,8 % en 2017), et les importations (22,4 % des importations philippines en 2018, après 21 % en 2017).

BIRMANIE

- **Dans le cadre du nouveau projet de développement urbain de Rangoun, les entreprises sont invitées à manifester leur intérêt auprès de la société New Yangon Development Co (NYDC) pendant le mois de février.** Cette société, créée par le gouvernement régional de Rangoun en mars 2018, prévoit un plan de développement pour la ville de Rangoun, dont la superficie atteindra deux fois celle de Singapour. Un investissement de 1,5 Md USD est prévu pour la première phase, qui inclut, entre autres, des infrastructures de transport public, d'approvisionnement et distribution d'électricité et de gaz et de traitement des déchets.

CAMBODGE

- **L'Union européenne a enclenché la procédure qui pourrait conduire à la suspension temporaire de l'accès préférentiel du Cambodge à son marché, dans le cadre du régime commercial « Tout sauf les armes ».** Dans son communiqué, la Commission rappelle que cette procédure est motivée par la détérioration de la démocratie et du respect des droits de l'Homme dans le Royaume. Les six prochains mois seront l'occasion pour la Commission d'assurer un suivi intensif avec les autorités cambodgiennes. Pour rappel, le Cambodge exporte majoritairement vers l'Union européenne des produits textiles et des chaussures, des produits alimentaires et végétaux (riz) et des bicyclettes, ces postes représentant 97 % des exportations cambodgiennes vers l'UE en 2018.

LAOS

- **Le gouvernement australien a signé un accord de subvention pour un montant de 3,2 M USD pour assister le Laos en matière de réformes économiques,** notamment en termes de facilitation des affaires et du commerce, de développement du secteur privé et de renforcement de la compétitivité. Cette subvention sera octroyée dans le cadre d'un fond multi-donateurs administré par la Banque mondiale.

TIMOR ORIENTAL

- **Le Président de la République a approuvé le nouveau budget 2019 proposé par le Parlement, après avoir posé son veto contre la précédente proposition,** qu'il trouvait trop déficitaire et peu orientée vers les dépenses sociales et de services publics. Les dépenses ont été révisées à la baisse, passant de 2,1 Mds USD à 1,5 Md USD, mais surpassent encore les recettes estimées (727 M USD). Le déficit budgétaire doit être financé par le fonds souverain (le niveau de prélèvements étant supérieur de 126% au niveau considéré comme soutenable pour le fonds, contre 250% dans le budget précédent). Le Président a cependant réitéré son désaccord quant à l'allocation des dépenses, dont 32% seront réservées à l'acquisition de compagnies pétrolières étrangères, alors que seulement 10% seront réparties entre l'éducation, la santé, l'agriculture et le tourisme.